



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI, Joël VERA

Hors commission - Juvignac - Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 11 juillet 2012. Il a depuis fait l'objet de plusieurs mises à jour, de deux modifications simplifiées et d'une modification n°1 de droit commun.

Le projet de modification n°2 du PLU s'inscrit aujourd'hui dans le cadre du futur collège de Juvignac, porté par le Conseil Départemental de l'Hérault, dont l'ouverture est annoncée dès la rentrée 2024. Situé à l'interface des quartiers des Constellations et des Garrigues, implanté sur le site de l'actuel stade de football Pénaranda, à proximité immédiate des transports urbains et des équipements sportifs, le collège aura une capacité d'accueil maximale de 720 élèves.

Le site d'implantation est actuellement inscrit en zones UC et UD1 du PLU. Les règles spécifiques de ces zones ne sont pas adaptées à la réalisation du projet, en particulier en termes d'implantations et de hauteur. Le projet de modification n°2 se traduit en conséquence par l'évolution du règlement et du plan de zonage afin de créer, au sein de la zone urbaine générale UC, un secteur de zone UC1 spécifique au projet de collège.

Déroulement de la procédure

Par délibération n°22.07.04.10 en date du 04 juillet 2022, le Conseil municipal de la Ville de Juvignac a émis un avis favorable sur le projet de modification n°2, conformément à la Charte de gouvernance du PLU.

Le projet de modification n°2 du PLU a été notifié, avant ouverture de l'enquête publique, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du Code de l'urbanisme (Préfets de Région et de Département, aux Présidents du Conseil régional, du Conseil départemental, de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, de la Chambre de métiers et de la Chambre d'agriculture), ainsi qu'au Maire de la Commune de Juvignac conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme. Dans ce cadre :

- La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM34) a souligné que la localisation au cœur du tissu urbain de ce projet permettait d'assurer une connexion entre deux quartiers existants tout en prévoyant une accessibilité aisée et multimodale pour les futurs usagers. Elle a favorablement relevé que le projet de création de cet équipement public s'inscrivait dans un objectif de renouvellement urbain et de maîtrise de la consommation foncière. La DDTM a rappelé, par ailleurs, la nécessité de respecter le régime juridique applicable à l'Espace Boisé Classé (EBC) attenant au terrain d'implantation. Elle a en outre demandé de compléter la partie « *risques* » de l'additif au rapport de présentation du PLU afin de préciser que le site est concerné par un aléa feu de forêt localisé sur la pinède à l'Est du projet, correspondant à une emprise inconstructible du collège et de prendre effectivement en compte cet aléa dans la conception du bâti du collège et dans son exploitation ;
- L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de la Direction Régionale des affaires culturelles (DRAC) a recommandé, quant à elle, que les futurs bâtiments en lisière sud soient uniquement en R+1 et sans alignement direct sur rue ;
- La Chambre des Métiers et de l'artisanat de l'Hérault a précisé que le projet de modification n'appelait aucune remarque ;
- Le Conseil Départemental de l'Hérault a émis un avis favorable.

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe), par décision n°2022DK0197 du 24 août 2022, a conclu à l'absence d'incidences notables sur l'environnement et a dispensé d'évaluation environnementale la modification n°2 du PLU de Juvignac après examen au cas par cas établi en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme considérant notamment qu'il s'agissait d'un site déjà anthropisé, au sein de l'enveloppe urbaine, proche des transports en commun et que le projet prévoyait de développer les déplacements doux et les mobilités actives.

Par arrêté n°MAR2022-0050, en date du 30 septembre 2022, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac, et concomitamment, sur le projet de création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Caunelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson. L'enquête publique unique s'est déroulée du 24 octobre 2022 au 25 novembre 2022 inclus afin de recueillir les observations et propositions du public lors des permanences du commissaire enquêteur, sur les registres mis à disposition à cet effet, par courrier ou par voie dématérialisée.

Les observations relatives au projet de modification du PLU ont porté sur :

- Le projet de collège en lui-même et plus précisément sur la carte scolaire et la mixité sociale, sur la localisation du projet en zone urbaine, sur l'exiguïté du terrain d'assiette et sa capacité d'accueil, sur la qualité de vie au collège et sur le projet architectural ;
- L'accessibilité du collège ;
- La prise en compte des risques et nuisances ;
- Le devenir de la pinède attenante au terrain d'implantation classée en EBC ;
- Les installations sportives existantes (salles de sport Jean-Moulin et Lionel-de-Brunéls) et futures (près de l'école Mandela).

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration avec la Commune de Juvignac et le Conseil Départemental, dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse dressé par le commissaire-enquêteur.

Il ressort, en outre, du dossier d'enquête publique et du rapport du commissaire enquêteur que deux erreurs matérielles doivent être corrigées : l'une concernant le report au plan de zonage de l'étiquette correspondant à la zone UC telle que délimitée après création du secteur UC1, l'autre relative aux implantations en limites séparatives afin d'éviter toute erreur ou ambiguïté lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a émis, dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis à Montpellier Méditerranée Métropole le 20 décembre 2022, un avis favorable quant au projet de modification n°2 du PLU assorti de trois réserves libellées comme suit :

« Avant le début des travaux de la construction du collège, le maître d'ouvrage :

- *RÉSERVE N°1 : s'engage à établir un plan de circulation global et détaillé (piéton, vélo, véhicules à moteur et transports en commun) à partir d'études complètes prenant en compte la création d'un collège susceptible d'accueillir plus de 700 collégiens, situé au centre-ville de la commune de Juvignac sur l'emplacement actuel du terrain de football Penaranda ; ce plan fera l'objet d'une présentation au public lors de réunions publiques permettant à la fois de présenter ce projet de circulation et de recueillir l'avis des personnes présentes ;*
- *RÉSERVE N°2 : apportera les éléments nécessaires à la compréhension de l'intégration de l'espace boisé classé au collège, à sa sécurisation vis-à-vis des collégiens et à son maintien en bon état environnemental ; il recueillera l'avis du public ;*
- *RÉSERVE N°3 : mettra à disposition du public un plan détaillé du futur collège permettant de comprendre son intégration dans le paysage urbain ; il recueillera l'avis des riverains ».*

Montpellier Méditerranée Métropole prend acte de ses conclusions tout en précisant qu'elle n'est pas maître d'ouvrage du projet de collège et que les compétences en matière de circulation relèvent, en l'espèce, de Monsieur le Maire de Juvignac.

Après échanges avec les deux collectivités concernées, la Commune de Juvignac, pour qui l'intégration de ce nouvel établissement scolaire dans son environnement paysager et urbain au cœur de la ville constitue un enjeu majeur, organisera une phase de concertation, le cas échéant sous forme d'ateliers avec les usagers, afin de présenter les principes de circulation, douces et motorisées, et de stationnement. Le Conseil départemental, quant à lui, assurera la présentation du projet et de son intégration dans le paysage urbain et s'attachera à apporter les éléments de compréhension relative à la pinède attenante au terrain d'implantation du collège, composante paysagère importante du projet et espace récréatif rare et de grande qualité au bénéfice des collégiens et des enseignants.

S'agissant du projet de création des deux périmètres délimités des abords (PDA), le Commissaire enquêteur désigné a émis un avis favorable à la création du PDA relatif au Domaine du château de Bonnier de la Mosson et un avis défavorable au projet de création du PDA relatif au Domaine de Caunelles considérant qu'en l'état il ne saurait « *assurer le maintien de la qualité patrimoniale culturelle, environnementale et paysagère du Domaine de Caunelles et que les surfaces restreintes sur lesquelles l'architecte des Bâtiments de France aura à donner son avis n'assureront pas la préservation des intérêts patrimoniaux culturel, naturel et paysager* ».

Il appartient dès lors à Monsieur le Préfet de solliciter l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole sur le ou les projets de périmètres délimités des abords, éventuellement modifiés pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique, en vue de leur création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du Code du patrimoine, et de leur annexion au PLU de Juvignac au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac ;
- D'approuver le dossier de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac, modifié pour corriger les deux erreurs matérielles évoquées ci-avant et complété conformément à la demande de la DDTM ;
- De tenir le dossier de modification à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Juvignac et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Deliberation exécutoire M2023-49
- PLU - Modification
- PLU - Piece 1

- PLU - Piece 2
- PLU - Piece 3
- PLU - Piece 4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.